



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

GLOBULES ANTICAPITALISTES

Bulletin des étudiants infirmiers du NPA

N°2

Mars 2010

contact-jeunes@

npa2009.org

Pas touche à l'hôpital public !

La casse de l'hôpital public se poursuit, l'AP-HP est touché de plein fouet avec l'annonce de la suppression de 3 à 4 000 postes. L'AP-HP, qui compte plus de 70 000 emplois avec un budget annuel de 6 milliards d'euros, devra d'ici à 2012, économiser 350 millions d'euros (sous forme de réduction des coûts structurels). Ainsi, les restructurations et les regroupements de services devraient faire passer le nombre des hôpitaux de 37 à 12 d'ici 2012 soit la suppression de 3 à 4 000 postes.

Le problème, c'est qu'il faudra expliquer comment avoir la même offre de soin avec des milliers de personnels hospitaliers en moins (sachant que ce plan concerne surtout les soignants et les médecins) ! Autrement dit, avec cette annonce, on assiste encore et toujours au creusement du fossé entre public et privé. La société à plusieurs vitesses est bien là, après l'école, la justice, c'est maintenant le tour de la santé !

Le plus grave c'est que, la suppression de ces emplois fait entrer l'AP HP dans une spirale pernicieuse. En effet, la diminution des emplois engendre une baisse de l'offre de soin qui à son tour justifiera les suppressions d'emplois futures. Cela sonne donc à terme la mort programmée de l'AP HP.

C'est pour toutes ces raisons que la loi Bachelot HPST et l'annonce de suppression de milliers d'emplois n'est rien d'autre qu'un véritable instrument de guerre qui menace la survie de l'institution publique dans son rôle d'offre de soin de qualité pour tous et de proximité. On ne peut pas continuer à appliquer à la santé des critères de rentabilité économique au détriment de malades non rentables. Nous devons ensemble lutter contre cette marchandisation de la santé et exiger un vrai service public de santé. C'est pourquoi le NPA exige :

- L'arrêt immédiat de toute restructuration et de tout regroupement d'activités et de services.
- Le maintien de tous les hôpitaux de l'AP-HP avec l'intégrité de tous les services.
- L'arrêt des suppressions de postes.

De l'argent, pourtant il y en a !

Le groupe pharmaceutique Sanofi Aventis vient d'annoncer ses résultats pour 2009 : avec 7,8 milliards d'euros, le bénéfice net a progressé de 11 %. Le chiffre d'affaires (CA) atteint 29,3 milliards, en progression de 6,3 %, grâce notamment aux ventes de vaccins antigrippaux, sur lesquels les bénéfices ont crû de 46,7% pour atteindre 1,062 milliards d'euros.

Tout cela démontre l'aburdité de la société capitaliste. D'un côté des groupes privés s'enrichissent grassement sur notre dos en vendant 94 millions de doses de vaccins. De l'autre, on supprime des postes à l'hôpital, alors même que les besoins de santé sont immenses !

Promotions professionnelles à l'AP-HP : financement bloqué, sélection aggravée

Début janvier, la Direction de l'APHP (Assistance Publique - Hôpitaux de Paris) annonce qu'elle ne financerait pas les promotions professionnelles pour cette année. Quant aux concours de spécialisation, ils sont soit supprimés (Infirmier anesthésiste) ou réduits drastiquement (une place de kinésithérapeute). Ces promotions concernaient les évolutions hiérarchiques à l'intérieur des corps paramédicaux.

Jusqu'alors, quand une aide-soignante, après trois années d'exercice minimum, faisait le projet de devenir infirmière et qu'elle réussissait le concours d'entrée, elle pouvait entrer en formation tout en préservant son dernier salaire, ses droits de Sécurité sociale et en continuant à cotiser pour sa retraite. En échange, elle s'engageait à travailler pour son établissement pendant trois ans par année de prise en charge, à hauteur de cinq ans maximum. En 2004, cela concernait 8,5% des étudiants en IFSI en France. Il s'agissait du seul ascenseur social à l'hôpital qui n'opérait pas une sélection que sur les ressources scolaires des étudiants.

Alors que seuls 19% des médecins sont enfants d'ouvriers ou d'employés, c'est 46% des infirmiers, 61% des aide-soignants, 68% des agents hospitaliers. Ces chiffres, tout en montrant clairement la reproduction sociale à l'oeuvre, indiquent également un recrutement social relativement homogène chez les paramédicaux, en partie grâce aux promotions professionnelles bien que peu développées.

Désormais, ce modeste mécanisme d'ascension sociale sera détruit de sorte que la sélection sur les ressources financières des étudiants s'amplifiera. Quel est le but de la manoeuvre ? Il s'agit surtout de faire des économies au mépris des catégories les plus dominées de la fonction hospitalière. C'est le résultat de l'asphyxie budgétaire de l'hôpital public après des années de réformes visant à le "rationaliser" comme la T2A ou la nouvelle gouvernance, aboutissant en réalité à réduire son financement.

GLOBULES ANTICAPITALISTES



Journée mondiale pour les droits des femmes: Le 8 mars et tout les autres jours de l'année aussi !

La journée internationale pour les droits des femmes est un moment privilégié pour rendre visible les revendications des femmes toujours largement discriminées et dont les droits sont en recul. Ce n'est pas un folklore d'hystériques mais bien une journée de lutte et d'action féministe car les inégalités et l'oppression des femmes existent toujours.

Avec la crise, le contexte est particulier. Les femmes sont plus exposées à la précarité, touchent en moyenne 30% de moins que les hommes à travail égal et occupent actuellement 80% des temps partiels.

Quand Bachelot lance sa nouvelle réforme à l'assaut du service public de santé, les droits des femmes sont attaqués : des dizaines de fermetures de centres IVG vont limiter le droit à l'avortement et mettent à mal le droit des femmes à disposer de leur corps. Le Planning Familial, espace de prévention et de soins privilégié pour les jeunes femmes est attaqué avec des baisses de budget et des fermetures. Plus que jamais, il faut exprimer notre refus d'un nouvel ordre réactionnaire, et se battre entre autre, pour un véritable service public de la santé, de l'éducation, de la petite enfance et le respect du droit à l'IVG.